



## Communiqué commun des Unions départementales de l'Ain CGT, FO et FSU

### **L'action revendicative au cœur de la mobilisation du 9 octobre 2018**

Pour les organisations syndicales de salariés CGT, FO et FSU de l'Ain un constat s'impose et se renforce, celui d'une politique très concrète visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Au regard des mutations notamment technologiques et des enjeux environnementaux, il est plus que jamais nécessaire d'améliorer les conditions de travail de tous les salariés.

Au contraire, cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation des droits. Elle met à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale, et fragilisant une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis, en ayant recours à la répression antisyndicale.

Qu'il s'agisse :

- ✚ des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- ✚ de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, la casse de l'apprentissage et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- ✚ des atteintes au service public (finances publiques, Ecole, hôpitaux...), en particulier CAP 22 ;
- ✚ des atteintes aux entreprises publiques (SNCF, EDF-GDF, Air France...)
- ✚ des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation
- ✚ des attaques portées à notre système de santé ;
- ✚ de la destruction programmée et méthodique de notre système de retraites ;
- ✚ du gel des prestations sociales

Face à cette situation, les organisations syndicales signataires de ce communiqué revendiquent l'augmentation générale des salaires, retraites et pensions, traitements et minima sociaux.

Par ailleurs, nos revendications concernent également l'amélioration des conditions de travail, la défense de la sécurité sociale, le maintien du régime d'assurance-chômage actuelle et des droits afférents, l'abandon de toutes les régressions qui impactent le service public et les agents de la fonction publique (Maintien de tous les lits et services à l'hôpital de Bourg en Bresse, Oyonnax et Belley), le refus de l'uniformisation des systèmes d'un système de retraites par points et le maintien de tous les régimes existants notamment le code des pensions civiles et militaires.

Les organisations signataires appellent le gouvernement à entendre les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es, et qu'il ne soit plus uniquement guidé par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique. Au moment où est annoncée une fois encore l'explosion des dividendes en France (les 500 français les plus fortunés possèdent 650 milliards d'euros de patrimoine en 2018 soit une hausse de 13% par rapport à 2017 !) et dans le monde, il est temps de mener une politique de partage des richesses pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à

- ✚ Se réunir dans les entreprises et administrations pour établir les revendications précises.
- ✚ La défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

C'est pourquoi, les organisations signataires de l'Ain CGT, FO et FSU appellent les salariés, chômeurs, jeunes et retraités à faire du mardi 9 octobre prochain une journée nationale de mobilisation revendicative et de grève.

**TOUS en GREVE, TOUS au rassemblement à BOURG EN BRESSE  
RDV de 12h00 à 14h00 devant la CPAM de Bourg en Bresse 1 Place de la Grenouillère  
avec prise de paroles à 13h00**